



Perpignan, le 24 aout 2026

Déclaration CGT66

Situation de TRANSFESA à Cerbère

Nous allons sortir d'un été où les questions climatiques et de développement durable sont au cœur de nombreuses inquiétudes dans les PO (feux, canicules, sécheresse, saturation AP7/A9...).

Dans ce contexte, l'annonce de la fermeture de la plateforme TRANSFESA de Cerbère, prévue pour décembre 2026, ne peut passer inaperçue. Cette activité, spécialisée dans le changement des essieux des wagons à la frontière franco-espagnole, constitue un maillon essentiel du transport ferroviaire transfrontalier.

C'est tout d'abord une suppression de 40 emplois qui impactera le devenir de la ville de Cerbère déjà touché par l'abandon des ateliers de maintenance SNCF et d'un territoire qui ne peut vivre du seul tourisme, dans un département déjà fortement touché par le chômage et la précarité.

Au-delà des questions autour de l'outil industriel et de ses emplois, ce signal envoyé est d'une extrême gravité pour l'avenir du fret ferroviaire transfrontalier qui risque aussi de mettre également en danger la desserte de voyageurs de la ligne Perpignan-Cerbère/Port-Bou.

La CGT66 tient à rappeler qu'en 2004, les cheminots, de nombreux citoyens, associations et notre organisation se sont opposés à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire. Présentée comme un moyen de développer le rail, cette politique a pourtant conduit à l'abandon progressif d'activités essentielles au service public, à l'aménagement du territoire et à la transition écologique. Une nouvelle fois, les logiques de rentabilité immédiate prennent le pas sur l'intérêt général.

Cette situation apparaît d'autant plus contradictoire que la loi Climat et Résilience fixe comme objectif le doublement de la part modale du fret ferroviaire à l'horizon 2030.

Dans les faits, la réalité est tout autre, les trains perdus ne se sont pas reportés sur d'autres axes, comme le tunnel ferroviaire du Perthus, qui lui aussi est largement sous exploité alors que le trafic routier ne cesse d'augmenter entre l'Espagne et la France.

Ce trafic marchandise terrestre (route et rail), qui représente plus de 120 millions de tonnes/an (chiffres 2023) a une part ferroviaire inférieure à 2%.

Alors que des millions d'euros d'argent public vont être investis dans la construction d'un « Club Med » au Barcarès, la CGT66 s'indigne que les pouvoirs publics abandonnent l'outil industriel de notre département.

Pour la CGT66, l'avenir et le maintien de cette ligne ferroviaire ne peut reposer uniquement que sur le trafic voyageur. Le maintien du fret ferroviaire à Cerbère/Port Bou est vital pour la ligne, aussi bien en France qu'en Espagne.

Pour la CGT66, il y a une urgence sociale et environnementale à préserver et développer l'outil TRANSFESA et à augmenter la part de ferroviaire dans le trafic de marchandise.

Pour cela, la CGT66 porte également la création d'une plateforme Fret ferroviaire à Rivesaltes.

L'ensemble de nos propositions s'incluent dans le plan de relance du Fret ferroviaire public porté par la CGT au niveau national.

Dans les semaines à venir, la CGT66 mettra toute son énergie dans ce combat, avec celles et ceux qui partagent notre vision, qui est celui de l'avenir climatique et économique des Pyrénées-Orientales.

Le collectif transport CGT66

Union Départementale CGT des Pyrénées-Orientales - www.ud66.reference-syndicale.fr

Maison des syndicats CGT66 - 8, rue de la Garrigole 66000 Perpignan - ☎ 04 68 34 84 - udcgt66@wanadoo.fr